



l'édito

d' **A**lain
Bergounioux

Que nous disent les élections primaires de la droite ?

« Lisez les programmes des candidats de la droite aux élections primaires. Il faut les lire ! ». François Hollande a tout à fait raison de donner ce conseil. La grande opinion n'est pas entrée encore dans ce débat, le présent domine. Et il faudra attendre l'automne pour qu'une comparaison puisse être effectivement efficace entre « nous » et « eux ». Encore faut-il, évidemment, que le « nous » ait une consistance suffisante pour ce moment... Il en va, donc, de notre responsabilité pour nous concentrer sur l'essentiel. Tous les éléments de notre politique peuvent être discutés, et certains le méritent. Mais sur le fond ? Nous sommes loin - bien loin ! - de mener une politique de nature libérale (c'est d'ailleurs, le reproche majeur de la droite). Il est difficile, en effet, de le dire quand - comme le reconnaît une figure des « Economistes atterrés », Christophe Ramaux (1) : « *c'est plus de 50 % du revenu disponible brut ajusté (RDBA) des ménages qui provient, en réalité de la redistribution sociale* » ? Il serait facile d'énumérer les indicateurs qui vont dans le même sens.

La presse a déjà dressé un tableau suggestif de ce que propose la droite. Je pense, entre autres, au dossier de *L'Obs* du 12 mai (toujours consultable sur le site). Selon les candidats, la réduction des dépenses publiques oscille de 85 à 110 milliards d'euros d'économies en cinq ans, soit 5 points du PIB en moins. On imagine le choc ! La « chasse aux fonctionnaires, elle, est ouverte. Pour certains, on est bien au-delà du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Bruno Le Maire veut supprimer un million d'emplois publics ! Et qui plus est supprimer le statut de la fonction publique locale. La politique fiscale n'est guère imaginative. Elle reprend beaucoup les positions communes RPR-UDF, de 1986 ! Suppression de l'ISF, évidemment. Aucun souci des inégalités. Rompre avec l'égalité de l'impôt entre le capital et le travail, etc...

La loi El Khomri, telle qu'elle est aujourd'hui, apparaît comme une gentille bluette comparée à la refonte complète du Code du travail, recentré sur quelques fondamentaux. Les emplois aidés seraient supprimés. Et la dégressivité des allocations de chômage serait établie. Quand on considère les questions sociales, ce n'est pas l'augmentation de l'âge de la retraite qui peut surprendre. Il faut bien voir les mesures qui l'accompagnent,

la suppression du compte pénibilité, la suppression des régimes spéciaux, et pour certains candidats, François Fillon notamment, la mise en place d'un étage de retraites par capitalisation. La condamnation idéologique de « l'assistanat » est largement partagée, mais elle entraîne des mesures concrètes, la suppression de la généralisation du tiers-payant évidemment, la suppression de l'aide médicale d'Etat pour la limiter aux soins vitaux, etc... Ce n'est là que s'en tenir aux domaines économiques et sociaux. Le durcissement touche également l'immigration, la sécurité. L'écologie est quasi-abandonnée.

Nous reviendrons sur tout cela, et sur d'autres choses encore dans nos publications à venir, en nous interrogeant, notamment, sur les conditions de mise en œuvre de ces « promesses ». Elles suscitent, aujourd'hui, deux réflexions. La première tient à la nature de la primaire à droite - nous devrions dire chez « Les Républicains », car le Centre n'y participe finalement pas. Elle entraîne une surenchère permanente. Car, tous les candidats doivent séduire l'électorat potentiel de la primaire. Près de 3 millions de français, selon un sondage-enquête du CEVIPOF. Mais 3 millions qui, par rapport à l'électorat de la droite, dans son ensemble, sont, plus âgés, plus aisés, plus masculins, et, surtout, plus radicaux idéologiquement, tant sur les questions économiques et sociales que sur celles qui concernent les "politiques identitaires". La voie du Centre est étouffée. Mais, un autre point mérite d'être souligné. Il y a une abondance de textes et de programmes - et cela n'est pas fini, Nicolas Sarkozy arrive... Et pourtant, il n'y a pas de renouvellement de la pensée de la droite. Nous l'avons déjà démontré dans cette lettre, la droite regarde en arrière, la comparaison peut se faire presque terme à terme avec son programme de 1986 -, elle n'appréhende pas le monde nouveau, contrairement à ce qu'elle prétend, et ses « recettes » échoueraient demain comme elles ont échoué hier.

(1) Christophe Ramaux, *Les Economistes atterrés, Changer d'économie !*, p 130, Babel, Paris 2013.

Une droite en voie de radicalisation

Le président de LR, par petites touches, cherche à affiner ses intentions, dans la perspective des « primaires ouvertes » de la droite et du centre, organisées les 20 et 27 novembre prochain. Il s'agit aussi pour lui, de se ménager un espace politique face à l'inflation des candidatures déclarées à la primaire, et surtout face à la bonne tenue, jusqu'ici, d'Alain Juppé dans l'opinion de droite susceptible de se déplacer pour les consultations de novembre.

Les précisions qu'il apporte sur les différents sujets, restent à la fois inquiétantes, révélatrices et souvent strictement polémiques.

Un discours de restauration. Nicolas Sarkozy confirme son attachement au retour au « tout nucléaire », en cas de succès, en mai 2017, en particulier dans une interview accordée au *Journal du Dimanche* (JDD), le samedi 30 avril. Il ne paraît se soucier, ni de la question de la diversification des sources d'énergie, ni de l'essor indispensable des énergies renouvelables. Il va jusqu'à dénoncer le principe de précaution, pourtant inscrit dans la Constitution, sous

le deuxième mandat présidentiel de Jacques Chirac, et alors qu'il était membre éminent de ses gouvernements successifs.

Ce faisant, il pratique l'impasse absolue sur les questions majeures de sécurité nucléaire et de développement durable. Et pour faire bonne mesure, et adresser un signal à certains groupes de pression, il opte pour la relance du permis de recherche en matière de gaz de schiste. Bref, pour reprendre l'une de ses fameuses formules du temps où il exerçait à l'Élysée, « *l'environnement, ça commence à bien faire* ».

Dans un autre domaine, et tout en se livrant à

une critique très politicienne, convenue et donc sans grand intérêt, de la loi Travail, il réaffirme son souci d'affaiblir le CDI, et de conforter le recours aux CDD, feignant d'oublier que le CDI garantit non seulement une protection sociale du salarié, mais conforte aussi un atout économique, puisque seul un salarié en CDI peut se projeter dans l'avenir, s'engager dans un crédit, envisager de consommer et d'investir dans la durée. Pour Nicolas Sarkozy, le salarié reste une variable d'ajustement, et la démocratie sociale un obstacle, et une perte de temps.

De ce point de vue, il demeure en harmonie avec l'ensemble de ses rivaux, au sein de la primaire qui programment tous, le recul dras-

Nicolas Sarkozy demeure en harmonie avec l'ensemble de ses rivaux, au sein de la primaire qui programment tous, le recul drastique des dépenses publiques, le report en 10 ans, de l'âge de la retraite à 65 ans, et la stigmatisation du rôle même des fonctionnaires.

tique des dépenses publiques, le report en 10 ans, de l'âge de la retraite à 65 ans, et la stigmatisation du rôle même des fonctionnaires. Bref, qui choisissent la déflation contre la croissance, l'injustice contre la solidarité, la restauration des privilèges contre le mouvement du progrès.

Dans le même esprit, l'ancien président de la République refuse de reconnaître la moindre amélioration de

la situation économique et sociale dans le pays. Les dernières statistiques montrent pourtant, à l'évidence, une tendance au redressement, en dépit d'une réalité initiale catastrophique, laissée au printemps 2012 par l'ex-UMP. Avec 1 million de chômeurs supplémentaires en cinq ans, une croissance totalement atone, de 2008 à 2012, et un déficit extérieur de plus de 70 milliards par an, l'ancien chef de l'État n'est pas le mieux placé, ni pour critiquer, ni pour « ergoter » sur la réalité des derniers chiffres connus. La bataille du bilan n'est pas un bon axe stratégique pour lui. Les Français n'ont pas oublié son action passée, y compris dans son propre camp.

Une forme de déni de réalité. Sur un autre registre, le président de LR continue, en vertu d'une interprétation très personnelle de la situation politique autrichienne, à renvoyer dos à dos extrême droite et gauche, en France. Cette astuce politicienne lui permet de tenter une ultime justification de son « ni-ni » habituel, réitéré une nouvelle fois à l'occasion des élections régionales de décembre 2015, contre l'avis d'une partie de son camp. Cette attitude erronée sur le plan politique, et au regard de l'histoire récente, suscite une banalisation de l'extrême droite, pourtant source directe de l'extension de son influence. Elle est, en outre, totalement contre-productive pour la droite elle-même, car l'opinion préfère toujours l'original au « copié collé », au moment décisif.

Son discours relatif au « ni ni » paraît d'autant plus préoccupant que l'ancien chef de l'État n'hésite pas à justifier dans une récente interview accordée au *Monde*, le caractère « démocratique » du régime de Monsieur Orbán en Hongrie, ou de la dérive très autoritaire du gouvernement Polonais. A l'appui de son argumentation, par laquelle il banalise ainsi la xénophobie et le nationalisme « identitaire », il y aurait le fait que ces gouvernements ont été et sont élus au suffrage universel.

Faut-il lui rappeler que la démocratie ne se résume pas à ce critère ? Convient-il de lui signifier que le pluralisme de la presse, le respect des contre-pouvoirs et des minorités, l'observation scrupuleuse des libertés individuelles et publiques, l'autonomie de la société civile et des corps intermédiaires, font aussi partie des exigences incontournables et indissociables du fonctionnement d'une démocratie authentique et digne de ce nom ?

Peut-on se permettre de lui préciser que certains gouvernements, au cours de l'Histoire, et parmi les plus dictatoriaux ou totalitaires, sont parvenus au pouvoir à l'issue d'élections régularisées, avec des schémas xénophobes et nationalistes de même nature ?

lières, avec des schémas xénophobes et nationalistes de même nature ?

A la lumière de telles déclarations susceptibles de favoriser toutes les confusions, il se confirme que nous n'avons ni la même conception de la démocratie, ni la même vision de l'Europe. Heureusement !

Son récit très opportuniste et anxiogène sur l'Union européenne nous éloigne toujours davantage de l'essence même du projet européen initial, fondé sur la construction d'un espace démocratique au service de la paix durable sur le continent. Il tend à détourner de toute « envie » d'Europe, ce qui est encore plus grave. Une clarification sur le fond s'impose, à l'évidence. Ne serait-ce que pour rappeler que

Son récit très opportuniste et anxiogène sur l'Union européenne nous éloigne toujours davantage de l'essence même du projet européen initial, fondé sur la construction d'un espace démocratique au service de la paix durable sur le continent. Il tend à détourner de toute « envie » d'Europe, ce qui est encore plus grave.

l'Europe est une chance décisive pour la liberté et l'émancipation des peuples qui la composent.

En tous les cas, Nicolas Sarkozy emprunte une nouvelle fois, des chemins très « glissants ». Son incapacité à caractériser ce qui se passe réellement dans certains pays d'Europe centrale, inquiète tous les républicains authentiques. L'impossibilité pour le PPE de nommer clairement ces faits et dérives

ne peut servir d'une quelconque excuse - comme le laisse entendre le président de LR -, mais plutôt une circonstance aggravante.

Elle renvoie au débat sur la stratégie face à l'extrême droite, en cas d'affrontement entre la gauche et une formation nationaliste et xénophobe. Elle en dit long sur l'amplitude de la dérive du parti de Nicolas Sarkozy.

Dans ces conditions, l'appel à une refondation de l'Union européenne ne saurait faire illusion. D'ailleurs, que ne l'a-t-il envisagé lorsqu'il exerçait les fonctions de président de la République ? Il s'est pourtant contenté à l'époque, de suivre le tropisme d'Angela Merkel pour tenter d'imposer « la règle d'or budgétaire », alors que le sujet essentiel de la période était déjà le risque déflationniste et la panne de croissance.

Il ne suffit pas de dénigrer les formules d'Alain

Juppé en parodiant « *l'Europe, l'Europe, l'Europe* », à travers une référence incongrue à l'interjection du Général de Gaulle, en 1965, pour prétendre détenir une vision cohérente de l'Europe. En fait, le président de LR n'a que des messages négatifs à transmettre et des procès à instruire, y compris parfois, contre sa collègue du PPE, Angela Merkel, lorsqu'il s'agit des réfugiés. Le ressentiment n'est pas une solution, l'aigreur n'est pas une politique.

Un dénigrement permanent, dépourvu de toute lucidité. En outre, l'ancien chef de l'État cultive sa mauvaise foi, en stigmatisant contre toute évidence, le prétendu « *silence de la France* » sur la scène diplomatique et internationale.

Comment peut-on soutenir une telle thèse, alors que la France est à la pointe de l'engagement contre Daech, en Syrie, multiplie les initiatives dans l'affaire Ukrainienne, contre l'avis de Nicolas Sarkozy qui préfère dénoncer l'embargo vis-à-vis de la Russie, fait respecter et rétablir les droits de l'homme et les principes démocratiques au Mali ?

Comment tenir de tels propos, quand on se souvient de la présence massive de chefs d'État et de gouvernement, le 11 janvier 2015, à Paris, après les attentats de *Charlie hebdo* pour rappeler l'originalité et le rayonnement de la France et de ses principes universels ?

Comment oser prétendre que Barak Obama ne vient plus en France, lorsqu'il se déplace en Europe, alors qu'il était présent, parmi tant d'autres dirigeants, à l'ouverture de la Cop21, dont chacun admet, par ailleurs, le succès ? Comment parler d'absence de la France sur les sujets cruciaux,

après la réussite de la COP21, ou l'expression forte de François Hollande sur le TAFTA ?

Sans parler des initiatives qui ont contribué à faire « bouger » l'Europe, comme l'adoption du Plan Juncker sur l'investissement et la croissance, la profonde réorientation de la politique financière et monétaire en cours, ou la résistance victorieuse aux tentatives de « Grexit », à l'été 2015. La mauvaise foi ne saurait trancher de tout, surtout lorsque l'on reste comptable d'un bilan que les Français ont d'ailleurs rejeté sans équivoque, en mai 2012.

Tout indique, y compris avec le lancement de ces polémiques incessantes, que Nicolas Sarkozy sera bien candidat à la consultation pri-

maire de novembre et, par ailleurs, qu'il n'est pas convaincu de l'emporter. D'où son initiative, somme toute assez maladroite vis-à-vis des conditions de vote des Français de l'étranger à la prochaine primaire de la droite et du centre.

Cette ultime manœuvre a d'ailleurs été en partie déjouée par ses rivaux qui la contestent ouvertement, ce qui tend à démontrer que, d'une part, l'organisation de la primaire échappe en partie au président de LR, que, d'autre part, ce dernier met tout en œuvre pour tenter de réduire la participation effective à cette consultation. Il pré-

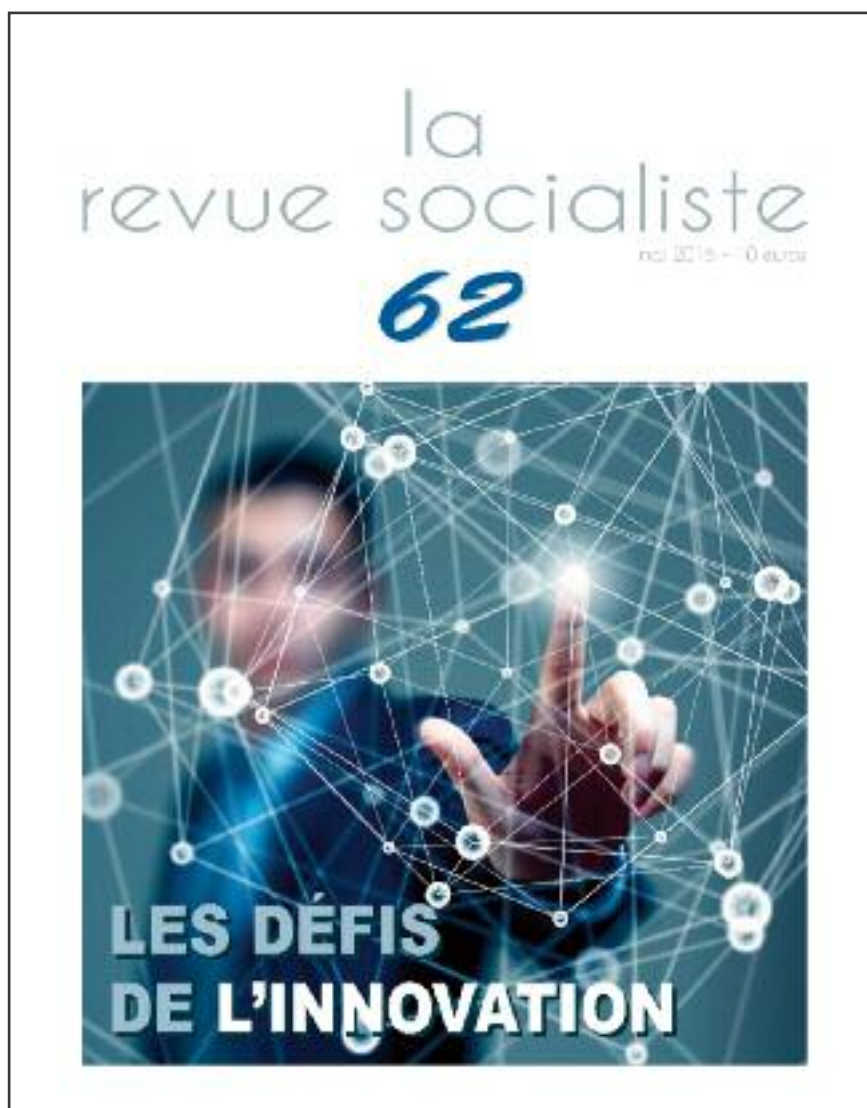
fère parier sur le noyau dur de l'organisation qu'il dirige. Il est vrai que l'ancien chef d'État n'a accepté que contraint et forcé, ce type de consultation, après une contre-performance relative lors de son accession à la présidence de LR. Dans cette consultation, il a manifestement, beaucoup à perdre. Et peut-être plus encore...

M.B.

Il ne suffit pas de dénigrer les formules d'Alain Juppé en parodiant « l'Europe, l'Europe, l'Europe », à travers une référence incongrue à l'interjection du Général de Gaulle, en 1965, pour prétendre détenir une vision cohérente de l'Europe. En fait, le président de LR n'a que des messages négatifs à transmettre et des procès à instruire, y compris parfois, contre sa collègue du PPE, Angela Merkel.

La Revue Socialiste

**Le numéro de ce mois-ci consacre un dossier spécial
aux défis de l'innovation. À lire !**



MR. MME. Mlle.

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

TÉLÉPHONE

E-MAIL

Ci-joint mon règlement de la somme de euros par chèque à l'ordre de Solfé Communications – Revue socialiste

DATE :

SIGNATURE :



Aⁿne Muxel...

... est directrice de recherches en science politique au CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences Po). Elle travaille dans le domaine des attitudes et des comportements politiques, en privilégiant, d'une part, la sociologie électorale et, d'autre part, les phénomènes de socialisation politique, de transmission intergénérationnelle et de construction de la mémoire. Elle a conduit de nombreuses recherches sur le rapport des jeunes à la politique, tant dans un cadre national que comparatif au niveau européen. Parmi ses derniers ouvrages : *Avoir 20 ans en politique. Les enfants du désenchantement*, Paris, Seuil, 2010, *La politique au fil de l'âge* (dir), Presses de Sciences Po, Paris, 2011, *Temps et politique. Les recompositions de l'identité* (dir), Presses de Sciences Po, Paris, 2016.

« Il y a chez les jeunes l'expression d'une crise de la représentation politique et de ses rouages »

? *Quel est le rapport des jeunes à la politique ? Que démontrent les derniers scrutins au sujet de leur vote ?*

C'est une question qui est souvent posée et qui taraude bon nombre d'interlocuteurs, d'acteurs et de politiques. Les jeunes sont-ils dépolitisés ? Sont-ils comme les autres du point de vue de leurs attaches à la démocratie, de leur rapport à la politique, de leur comportement électoral ? Peut-on encore parler de culture politique commune entre les différentes générations ? Existe-t-il des visions et des grilles

d'entendement partagées entre les jeunes et leurs aînés pour décrypter le monde politique environnant, s'y engager et y faire des choix ? Ces questions redoublent de sens et d'importance dans un contexte de crise de la représentation politique et d'aspirations à de nouveaux usages citoyens et démocratiques. Qu'est-ce qui fait lien pour tenir ensemble la définition d'un projet politique commun, et surtout d'un projet qui permette d'envisager les possibilités d'un devenir à la fois personnel et collectif ? D'un projet qui articule les attentes privées, qui

se sont individualisées, et les aspirations sociales et collectives devant prendre forme et sens dans un monde globalisé ? Tels sont les défis auxquels les politiques sont confrontés. Les jeunes partagent avec leurs aînés une même défiance à l'égard de la classe politique et des institutions. Sept jeunes sur dix n'ont confiance ni dans la droite ni dans la gauche pour gouverner. Mais l'impact de cette défiance a des conséquences différentes, dans la mesure où les nouvelles générations découvrent la politique dans ce contexte particulier. Ce qui n'est naturellement pas le cas de leurs prédécesseurs qui ont été socialisés à la politique à des époques plus porteuses en termes de confiance et d'adhésion partisane ou idéologique.



N'existe-t-il pas un autre point commun, fondé sur un rapport différent au vote ?

Oui, mais là encore avec une incidence différente pour les jeunes qui fourbissent leurs premières armes en tant qu'électeurs et citoyens actifs, qui expriment leurs premiers choix, dans un contexte où le vote est de moins en moins systématique. Ils sont moins assujettis que les générations plus anciennes à la norme civique du devoir de voter. Par ailleurs, ils deviennent électeurs dans une période où l'abstention acquiert une légitimité croissante et peut être utilisée comme un mode d'expression et de protestation politiques. C'est d'ailleurs cette abstention de nature politique qui fait la dynamique de progression de l'abstention au fil des années, bien davantage que l'abstention de nature sociologique, liées aux conditions d'insertion socio-économique et culturelle des individus, qui reste quant à elle relativement stable dans le temps. Ces raisons conjoncturelles, ainsi que des raisons plus structurelles,

Les jeunes refusent les médiations politiques traditionnelles, au profit d'autres formes de mobilisation en réseau qui refondent les principes du militantisme classique, traditionnel, hiérarchisé et vertical en privilégiant l'horizontalité des échanges comme de la gouvernance. Il y a une recherche d'autres façons de faire de la politique, d'autres types de fonctionnement et d'organisation du leadership comme de la participation des citoyens. La quête aussi d'autres enjeux, l'affirmation de nouvelles revendications, l'apparition d'autres lignes de clivages qui ne recourent pas nécessairement le clivage gauche-droite.

liées aux caractéristiques propres à ce temps de la vie qu'est la jeunesse, que j'ai définies comme le « moratoire électoral des années de jeunesse », entraînent une sur-abstention dans les jeunes générations, en moyenne de 10 points au-dessus de celle que l'on observe dans l'ensemble du corps électoral, et ce, quel que soit le type d'élection.

La défiance politique et l'intermittence du vote sont donc des éléments qui se retrouvent dans les caractéristiques de la politisation des jeunes et de leurs aînés. Mais il est une troisième dimension qui est plus spécifique aux jeunes générations, même si là encore elle s'inscrit dans une évolution d'ensemble de la

citoyenneté démocratique contemporaine - 6 Français sur 10 se déclarent prêts aujourd'hui à descendre dans la rue pour défendre leurs idées -, c'est l'usage de la protestation. Les jeunes ont intériorisé une certaine familiarité avec la protestation, érigée en mode d'expression politique à part entière, dans la rue comme dans les urnes. Coutumiers des manifestations lycéennes, ils sont nombreux à avoir fait l'expérience d'une participation politique directe et revendiquent, plus

que leurs aînés, les formes de participation politique non conventionnelles. La manifestation et la protestation ne sont plus l'apanage de la culture politique de la gauche. La *Manif pour tous* a démontré que la droite pouvait se saisir aussi de ce moyen d'expression.

Autre trait spécifique, les jeunes sont les « digital natives », familiarisés aux outils numériques et aux réseaux sociaux, qui autorisent des formes de participation et de politisation nouvelles. Par ailleurs, ils refusent les médiations politiques traditionnelles, au profit d'autres formes de mobilisation en réseau qui refondent les principes du militantisme clas-

sique, traditionnel, hiérarchisé et vertical en privilégiant l'horizontalité des échanges comme de la gouvernance. Il y a une recherche d'autres façons de faire de la politique, d'autres types de fonctionnement et d'organisation du leadership comme de la participation des citoyens. La quête aussi d'autres enjeux, l'affirmation de nouvelles revendications, l'apparition d'autres lignes de clivages qui ne recourent pas nécessairement le clivage gauche-droite. On le voit dans le mouvement *Nuit Debout*.



Comment expliquer la radicalité politique qui peut s'exprimer chez certains jeunes, tant à gauche qu'à droite ?

Ce contexte de défiance politique et la quête, tout particulièrement dans les jeunes générations, d'autres formes d'organisation et d'autres vecteurs de politisation, débouchent sur des demandes de renouveau et de changement qui n'ont pas nécessairement le même débouché politique. On voit ainsi coexister au sein de la jeunesse à la fois des revendications pour davantage de démocratie

participative et directe et des demandes d'ordre et de leadership fort autoritaire, pouvant remettre en cause certains piliers de la démocratie. Bien sûr il ne s'agit pas des mêmes jeunes ou des mêmes jeunesses qui adoptent des positions aussi contrastées. Il n'y a pas d'homogénéité dans la jeunesse, pas plus qu'il n'existe une seule forme de politisation. Mais dans l'un comme dans l'autre cas, il y a une demande de changement politique, il y a place pour des comportements radicaux pouvant séduire ceux qui entendent déverrouiller le système. Cette fascination existe à l'extrême gauche et à l'extrême droite, et l'on voit bien que le terreau de la crise de la représentation politique est propice à ces formes de radicalité pour une minorité d'individus qui sait se montrer et se faire entendre. Il reste, cependant,

toute la masse silencieuse et moins visible de la jeunesse qui n'est pas radicale, mais qui ne se retrouve pas non plus dans les grands partis de gouvernement. Elle est plus difficile à cerner et à identifier politiquement. Il y a, de ce point de vue, un réel et très inquiétant déficit d'intentions de vote pour le Parti socialiste, dont l'attractivité est en baisse. Les derniers sondages révèlent une plus grande attirance des jeunes électeurs pour Jean-Luc Mélenchon que pour François Hollande. Marine Le Pen arrive en tête des intentions de vote chez les jeunes, et la droite modérée engrange davantage d'intentions de vote que la gauche socialiste.

À cet égard, ce sont les personnes âgées qui votent le moins pour le FN et les jeunes qui lui accordent le plus leur confiance.

Les jeunes souhaitent une alternative politique différente de celle qui leur est proposée par la gauche et la droite de gouvernement et qu'ils ont vues alternativement au pouvoir. Ils veulent essayer autre chose. Ce choix s'inscrit donc dans un désir de nouveauté mais aussi pour eux dans une logique d'alternance politique.

Absolument. Nos concitoyens ont d'ailleurs beaucoup de mal à intégrer cette réalité. Comment expliquer cet attrait du FN au sein de la jeunesse qui n'est d'ailleurs pas nouveau, et de segments de plus en plus diversifiés en son sein, ce qui est en revanche plus nouveau.

Tout d'abord, il exprime la recherche d'une alternative politique différente de celle qui leur est proposée par la gauche et la droite de gouvernement et qu'ils ont vues alternativement au pouvoir. Ils veulent essayer autre chose. Ce choix s'inscrit donc dans un désir de nouveauté, mais aussi pour eux dans une logique d'alternance politique. Marine Le Pen a réussi à représenter l'incarnation d'une figure révolutionnaire, prête à bousculer l'ordre des choses. À cela, s'ajoute la reconnaissance systématiquement mise en avant par son parti d'une souffrance sociale des catégories de la jeunesse peu qualifiées, touchées directement par la crise sociale et économique et qui connaissent des difficultés sur le marché du travail. Ils se disent prêts à essayer le FN, parce qu'il apparaît comme un parti neuf. Il ne faut pas

sous-estimer la relative réussite de Marine Le Pen dans sa stratégie d'imposition d'une image de rupture avec le Front National paternel et d'affirmation du renouveau d'un parti jouant désormais le jeu de la démocratie comme de la légitimité politique. Les jeunes, qui n'ont pas le recul historique en la matière, sont attirés par ces signes de renouvellement.

? *N'existe-t-il pas de fortes disparités politiques entre la jeunesse scolarisée et la jeunesse non scolarisée ?*

Oui, les fractures sociales et culturelles qui la traversent débouchent sur des réponses politiques très différentes. On vient de l'évoquer avec le FN qui apparaît plus attractif encore pour les jeunes qui ont quitté prématurément le système scolaire, qui se retrouvent sans diplômes et confrontés à des emplois précaires et peu qualifiés. Ils sont donc particulièrement réceptifs au discours social de Marine Le Pen, mais aussi au discours sur la peur et le refus de la mondialisation issue du libéralisme économique. Démunis de repères dans un monde globalisé avec des frontières ouvertes considérées comme pouvant déboucher sur de vrais dangers, ils sont les principales victimes de la crise. N'oublions pas, sur ce point, qu'un jeune sur cinq sort sans diplôme du système scolaire. La France les oublie et ils sont naturellement plus sensibles que d'autres à un discours antisystème, démagogique et populiste.

? *Nuit debout démontre une demande de démocratie directe, d'implication des citoyens autrement que par les urnes. Cela signifie-t-il que les jeunes cherchent d'autres sources de motivation ?*

J'évoquais, tout à l'heure, la crise des médiations politiques qui touche nombre de nos concitoyens, à commencer par les jeunes. Elle

s'accompagne d'une demande accrue de démocratie participative, d'implication des citoyens dans la prise de décision politique. *Nuit Debout* s'inscrit dans cette quête. Le mouvement fait preuve d'une imagination politique indéniable. Mais il n'est pas homogène. Il réunit des jeunes, mais aussi des moins jeunes, et si les aspirations des uns comme des autres appellent un changement dans les façons de faire et d'entendre la politique, on le voit bien, la question des débouchés et de l'articulation au système politique n'est pas tranchée et connaît des divergences. Par ailleurs, le mouvement est lui-même débordé par une jeunesse radicale qui veut

Face à une radicalité tranquille, presque « bon enfant », qui a trouvé là un moyen d'expression et de réflexion politiques qui féconde et renouvelle le débat démocratique, s'oppose une radicalité violente et agressive de jeunes qui n'ont plus rien à perdre et qui veulent faire exploser le système.

en découdre avec le système de façon violente et qui recourt à des moyens d'affrontement plus classiques, avec les forces de l'ordre. La radicalité politique dont est porteuse le mouvement n'est pas la même. Face à une radicalité tranquille, presque « bon enfant », qui a trouvé là un moyen d'expression et de réflexion politiques qui féconde et renouvelle le débat démocratique, s'oppose une

radicalité violente et agressive de jeunes qui n'ont plus rien à perdre et qui veulent faire exploser le système.

? *Que peuvent retenir les politiques de ces évolutions dans le rapport des jeunes à la politique ?*

Ils pourraient accorder une vraie place aux jeunes, non seulement dans le débat, dans les instances de décisions, mais aussi dans les appareils politiques. En permettant aux jeunes de montrer leur utilité sociale et leur créativité. En profitant de leur vitalité. Les partis et leurs responsables ont à réarticuler dans leurs projets politiques le nouveau dont est porteur chaque génération, et l'ancien, c'est-à-dire aussi des valeurs, des repères, des objectifs, qu'il n'est pas possible de rejeter. Plus ou moins confusément, les jeunes sont en quête de repères et

d'incarnation de projets portés par des personnalités fortes. Cela peut déboucher sur des réponses politiques favorisant la montée des populismes de tous genres, de gauche comme de droite, dont les rhétoriques sont avant toute autre chose défensives et articulées sur la peur et la crainte de l'avenir. Mais cela peut aussi déboucher sur un surcroît de vitalité politique et démocratique, dès lors que le lien entre les gouvernés et les gouvernants se retisse sur la base d'une confiance réciproque et que l'espace de la politique redevient fécond, c'est-à-

dire novateur et prospectif. Faire voir et faire entendre l'avenir au travers de tous les possibles et de toutes les promesses, n'est-ce pas ce qui peut fédérer politiquement les jeunesses et les réconcilier avec l'action politique ? C'est le défi des politiques d'esquisser des réponses et de permettre aux jeunes de se projeter plus que jamais, personnellement et collectivement, dans un monde en plein mouvement.

Propos recueillis par Bruno Tranchant

Le FN et les questions migratoires au Parlement européen

Par Sylvie Guillaume

Vice-Présidente du Parlement européen. Députée européenne, et membre de la Commission « Libertés civiles, justice et affaires intérieures »

Assemblée nationale et Sénat comptent chacun deux élus du Front national (FN) ; le Parlement européen en compte 24, dont 20 sont membres du groupe dirigé par Me Le Pen, « Europe des Nations et des Libertés » qui compte au total 39 élus de 9 nationalités différentes. Cette situation inédite fait de l'hémicycle européen un poste d'observation stratégique.

Les questions migratoires ont toujours été au cœur du fonds de commerce du FN ; dès lors, rien de surprenant à ce que le migrant, bouc-émissaire permanent et facile, soit le thème le plus abordé par les eurodéputés FN, et ce dans toutes les commissions parlementaires, même lorsqu'elles n'ont aucun lien avec le sujet.

Alors que la guerre en Syrie jette des millions de réfugiés sur les routes, le FN en profite pour agiter toutes les peurs : « submersion migratoire », « étrangers = délinquants », ou encore « les étrangers viennent manger le pain des Français ». De ces caricatures, découle une proposition présentée comme la solution idéale : la fin de Schengen et le retour aux frontières nationales.

Le fantasme agité par le FN, celui de la « submersion » migratoire. Les périphrases ne manquent pas dans la bouche des eurodéputés FN pour tenter de faire peur : « immigration

massive », « seuil de saturation dépassé », « situation de submersion migratoire », « fardeau migratoire », « torrent de clandestins » « immigration massive et incontrôlée »...

Au FN, on ne parle pas communément de « ré-

fugiés » ; c'est le vocabulaire de la fraude et de la menace qui domine. On parle de « clandestins ». Ces mots, soigneusement choisis, visent à masquer la réalité : les mouvements migratoires actuels sont majoritairement composés de personnes en quête de protection internationale. La migration n'est pas un choix pour les réfugiés qui sont contraints de fuir leur pays d'origine en proie à des violences et des persécutions. Il suffit de regarder la composition

des flux d'arrivées, via la Méditerranée : 43 % de Syriens, 23 % d'Afghans, 14 % d'Irakiens, 3 % de Pakistanais, 3 % d'Iraniens.

Quand les eurodéputés FN expliquent que « 99 % des clandestins sont des hommes », là encore les chiffres sont tout autres : 35 % d'enfants, 20 % de femmes et 45 % d'hommes.

Bien sûr, il ne faut pas nier que la situation politique dans les pays de la rive sud de la Méditerranée a pour conséquence une augmentation des flux migratoires, mais il faut relativiser les chiffres ; sur les 4 millions de Syriens qui ont fui leur pays, l'accueil est majoritairement assuré par les pays limitrophes, la

Peut-on sérieusement parler de « submersion migratoire », lorsque la France s'engage à accueillir 30 783 personnes supplémentaires sur deux années, dans le cadre du dispositif européen de relocalisation ? C'est moins d'un réfugié par commune ! Avec une population de 66 millions d'habitants, la France ne serait-elle pas capable d'accueillir en un an l'équivalent de 0,047 % de sa population ?

Turquie, le Liban et la Jordanie. Ils sont près de 4,5 millions dans ces pays.

En 2015, 1 255 600 demandeurs ont introduit une demande d'asile en Europe, ce qui représente 0,2 % de sa population. En outre, peut-on sérieusement parler de « *submersion migratoire* », lorsque la France s'engage à accueillir 30 783 personnes supplémentaires sur deux années, dans le cadre du dispositif européen de relocalisation ? C'est moins d'un réfugié par commune ! Avec une population de 66 millions d'habitants, la France ne serait-elle pas capable d'accueillir en un an l'équivalent de 0,047 % de sa population ?

Cet accueil s'inscrit d'ailleurs dans la tradition d'asile de la France, qui l'honore au niveau international : Espagnols en 1939, Chiliens en 1973, réfugiés de l'ex-Yougoslavie de 1992 à 1995, Kosovars en 1999.

Les migrants, « violents, délinquants et terroristes ».

Pour les élus FN au Parlement européen, « les migrants sont à l'origine des faits d'insécurité les plus graves ». Ces derniers mois, le FN s'est empressé d'attribuer les attentats terroristes en France et en Belgique, et les agressions sexuelles, à Cologne, lors de la nuit de la Saint Sylvestre, aux réfugiés et aux demandeurs d'asile. On ne compte plus le nombre de communiqués de presse, d'interventions en séance, de questions écrites adressées à la Commission faisant l'amalgame entre immigration, insécurité, violences ou terrorisme. Sur Cologne : précisons, tout d'abord, et fermement, que ce type de comportement est totalement inacceptable et condamnable, mais à ce stade de l'enquête, les voleurs et agresseurs sexuels n'étaient pas des réfugiés. C'est bien simple, le FN veut faire croire que la violence machiste est un fait étranger à nos sociétés et qu'il suffirait de fermer nos frontières pour nous en prémunir. La réalité est pourtant tout autre : l'essentiel des violences sexuelles ont lieu dans le cercle familial et amical. Comble

Le FN veut faire croire que la violence machiste est un fait étranger à nos sociétés et qu'il suffirait de fermer nos frontières pour nous en prémunir. La réalité est pourtant tout autre : l'essentiel des violences sexuelles ont lieu dans le cercle familial et amical.

de la provocation, le FN cherche à se présenter comme le parti défendant les droits des femmes : notons simplement que sur de nombreux textes en faveur des droits des femmes, les élus FN votent contre au Parlement européen.

Sur le terrorisme, il faut rappeler que les migrants qui fuient la Syrie sont victimes des mêmes ennemis que nous, Daech. A ce stade des enquêtes, qui peut affirmer que la majorité des responsables des attentats étaient des réfugiés, et non des ressortissants européens ?

« Les clandestins viennent manger le pain des Français » en version 2.0 :

« Je considère que les pauvres Français doivent passer devant les pauvres de n'importe quel autre pays ; nous n'avons plus rien à vous offrir : ni logement, ni soins, car nous voulons conserver nos

soins pour nos plus faibles, nos malades, nos personnes âgées, qui n'arrivent plus aujourd'hui à y accéder » ; ce sont là des propos de M^e Le Pen, une version « modernisée » des termes employés par son père.

Évidemment, inutile de chercher des chiffres qui viendraient étayer ces affirmations, il n'y en a pas. Les économistes sont unanimes : l'immigration

ne représente pas un danger pour l'économie européenne. En effet, la majorité des étrangers installés en France ou dans d'autres États-membres de l'Union européenne (UE) injectent de l'argent dans l'économie, consomment des produits taxés, paient des impôts et contribuent ainsi à la solidarité nationale. Aucun économiste n'a identifié de liens entre immigration et chômage.

Pour répondre à la vision strictement comptable du FN, l'OCDE souligne, au contraire, l'impact positif des migrations dans l'économie des pays européens. Coûteux sur le court-terme, elles entraînent des bénéfices pour l'économie des pays d'accueil, à moyen et long termes. C'est donc un investissement, et non pas un coût.

Les migrations ont également un effet positif sur le manque de main-d'œuvre et le déclin démographique et permettront, à l'avenir, de financer les retraites ou la branche maladie de la sécurité sociale. De même, par les envois d'argent des travailleurs immigrés vers leur famille et pays d'origine, les migrations ont des effets positifs sur la croissance mondiale et le développement.

« La fin de Schengen » comme solution miracle ? Cela signifierait la fin de l'Europe et un appauvrissement de l'ensemble du continent.

D'abord, il faut être réaliste : les frontières, les murs et les barbelés n'arrêteront jamais des hommes, des femmes, des enfants qui veulent fuir la guerre, la torture, les souffrances, la pauvreté, etc.

Les gens ne choisissent pas de migrer parce qu'une frontière est ouverte ou fermée. L'idée que la fermeture des frontières puisse limiter les flux migratoires est irréaliste et naïve.

Ensuite, parmi les conséquences du rétablissement des frontières, il y aurait d'abord le coût budgétaire des contrôles aux dites frontières. Il y au-

rait également l'impact sur les travailleurs frontaliers, ces Français qui vont travailler au Luxembourg ou ailleurs : ils sont plus de 350 000 directement concernés. Les échanges commerciaux intra-européens seraient aussi fortement impactés, comme le transport routier et les produits importés seraient plus chers. Le tourisme, qui contribue pour une part significative à notre PIB, entrerait aussi en crise.

Selon un rapport de France Stratégie, une remise en place permanente des contrôles aux frontières intérieures à l'espace Schengen se traduirait par un coût économique annuel pour la France de 1 à 2 milliards d'euros, à court terme, et d'environ 10 milliards d'euros, à plus long terme.

Schengen, ce sont aussi des outils indispensa-

bles dans la lutte contre le terrorisme et le banditisme : l'UE a défini des normes communes de contrôle à ses frontières extérieures et la boîte à outils européenne est déjà bien fournie (Code Frontières Schengen, SIS, VIS, Frontex, système d'information Eurosur, Fonds sécurité intérieure - anciennement Fonds pour les frontières extérieures).

Face à cette situation complexe, nous devons, au contraire, renforcer Schengen : la création de centres européens d'identification (« hotspots ») en Italie et en Grèce s'inscrit dans cette logique volontariste d'une meilleure gestion des frontières. Un corps européen de gardes-côtes et de gardes-frontières devrait prochainement voir le jour.

Plus d'Europe pour faire de la crise humanitaire que nous vivons une opportunité.

L'afflux de réfugiés en Méditerranée et dans les Balkans a concentré toute l'attention sur les besoins immédiats, mais elle a aussi clairement mis en évidence les limites structurelles de la politique migratoire de l'Union et des instruments dont elle dispose.

Il est temps pour l'Europe d'aborder les questions liées à la migration, selon une approche globale intégrant, notamment, un Régime d'asile européen commun, des voies légales de migration, un mécanisme effectif de solidarité intra-européenne pour aider les États-membres en première ligne, un système de répartition des demandeurs d'asile au sein de l'Union, un partenariat renforcé avec les pays tiers de transit et d'origine, une politique de l'UE plus active en matière d'intégration, et, plus particulièrement, sur le terrain de l'accès à l'emploi et de la reconnaissance des qualifications professionnelles.

L'Europe progresse dans les crises : voici donc une nouvelle opportunité !